

BORDEAUX 2025

29 - 31 Octobre 2025

DÉCLARATION DE BORDEAUX GSEF 2025





Global Forum for Social and Solidarity





























Déclaration de Bordeaux GSEF 2025

ous, 10 800 participants, représentants de 907 villes et 109 pays, présents au Forum mondial de l'ESS de Bordeaux, nous déclarons que l'économie sociale et solidaire porte un projet de transformation sociale.

Nous avons le sentiment de vivre en pleine dystopie. Sept des neuf limites planétaires sont dépassées, les inégalités à l'intérieur de chaque pays s'accroissent, jamais le monde n'a connu autant de conflits depuis 1946 et les démocraties sont en recul. Mais l'avenir n'est pas écrit. Loin de là!

L'ESS a obtenu une forte reconnaissance internationale entre 2021 et 2024. Les institutions internationales, à commencer par les Nations Unies, ont pleinement reconnu son rôle dans l'adaptation à l'échelle locale des Objectifs de développement durable. Certes, cette reconnaissance ne s'est pas accompagnée de moyens à la hauteur des ambitions fixées. Certes, elle risque aujourd'hui d'être remise en cause par la crise du multilatéralisme.

Mais l'ESS s'inscrit dans le temps long, elle est résiliente face aux crises et conteste le modèle capitaliste dominant. Il lui appartient aujourd'hui de raviver la flamme des idéaux de la Déclaration de Philadelphie pour rappeler qu'une paix durable n'est possible que si elle est assise sur la justice sociale.

Nous affirmons que l'économie sociale et solidaire est l'économie du dialogue et de la paix. De la paix entre les peuples, de la paix à l'intérieur des nations, de la paix avec le reste du vivant dont nous dépendons.

C'est un stabilisateur. Ses principes de coopération et de solidarité lui permettent de réduire les tensions et les inégalités en répondant aux besoins des communautés et en maintenant la cohésion sociale. Cela s'est observé à chaque crise, de la crise des subprimes à la pandémie du Covid-19, en passant par les crises écologiques, comme lors des conflits armés où l'ESS concourt à la prévention, la reconstruction et la réconciliation.

L'ESS ne se limite cependant pas à réparer les désordres du monde. Présente sur tous les continents, elle imagine et expérimente des futurs désirables, offre un débouché positif aux nouvelles aspirations des jeunes. C'est un mouvement de démocratie économique qui reconstruit des communs face aux tentatives de sécession des hyper-riches.

Portée par les mouvements sociaux, la société civile et des entreprises collectives, l'ESS est une vitamine pour nos démocraties. Elle concrétise les droits économiques et sociaux, comme les droits des femmes, préserve les libertés dans l'espace

public en particulier pour les médias, et offre des alternatives coopératives aux géants du numérique, des réponses à l'urgence climatique.

L'ESS est une économie porteuse de solutions pour mettre en œuvre la transition écologique juste. C'est un acteur économique efficient, qui ne traite pas les ressources matérielles et immatérielles de manière prédatrice, mais comme des biens à renouveler. Elle offre aux individus comme aux groupes un rôle, elle développe leur pouvoir d'agir par le contrôle démocratique, la participation économique et l'éducation en vue de l'émancipation et la prise en charge collective.

Face à la crise des Etats, dont des décennies de politiques néolibérales sont venues saper les fondements, nous devons renforcer les coalitions entre les villes et l'ESS, dans le prolongement de la Déclaration de Quito qui entendait favoriser un développement économique inclusif et des emplois décents.

Depuis tous les continents, nous affirmons notre ambition de renforcer nos pratiques afin de contribuer aux enjeux sur nos territoires en accélérant le développement de l'ESS et confirmons notre volonté de travailler de concert avec tous ceux engagés vers la transition socio-écologique nécessaire.

Plus que jamais, nous devons co-construire et co-produire des politiques transformatrices pour ré-encastrer l'économie dans la société.

Nous nous engageons à :

- Donner suite à la mobilisation inédite du GSEF2025 en déployant des efforts sur nos territoires pour faire connaître et reconnaître l'ESS et ses ambitions
- S'organiser et se mobiliser comme mouvement citoyen et transformateur au service d'une économie plus équitable, durable et démocratique et interpeller et sensibiliser les acteurs publics et de la société civile susceptibles de contribuer au développement de l'ESS et plus largement à la nécessaire transition socio-écologique
- Accroître et accélérer les efforts pour mettre en place des écosystèmes favorables et développer des projets en ESS dans nos territoires avec tous les moyens disponibles
- S'inspirer des meilleures pratiques, à travers la création d'une plateforme des initiatives de l'ESS et des villes, pour renforcer leur viabilité et leur portée
- Développer les relations avec les autres réseaux internationaux de maires pour diffuser les valeurs et les politiques d'ESS

- Rappeler l'importance de la participation citoyenne et du dialogue social pour l'innovation et la résilience des communautés et assurer la participation équitable et diversifiée, incluant des jeunes et aux groupes sous-représentés, aux initiatives de l'ESS locales et nationales ainsi qu'à leurs lieux de gouvernance
- Soutenir le bien-être individuel et collectif dans tous les territoires, incluant les communautés de départ d'immigrants pour cause de conflits et crises climatiques, ainsi que ceux d'accueil
- Refuser toute soumission aux systèmes et aux régimes qui limitent les libertés et les droits sociaux, économiques et politiques
- Renforcer les alliances entre réseaux pour parler d'une seule voix sur la scène internationale
- Développer l'intercoopération entre les familles et les membres de l'ESS pour développer les territoires et créer des coalitions de cause
- Favoriser des partenariats internationaux directs, équitables entre financeurs et financés
- Soutenir la dynamique internationale de reconnaissance de l'ESS et les organisations qui la portent, tout en renforçant le dialogue entre les sociétés civiles internationales
- Participer à l'émancipation culturelle et éducative de la population, afin de favoriser une prise de conscience plus approfondie de l'interaction entre les aspects économiques, sociaux et environnementaux

Nous appelons à :

ONU et organisations internationales

- Continuer les activités d'analyse et de diffusion des connaissances sur l'ESS auprès des Etats
- Continuer à sensibiliser les pays à la nécessité d'adopter des politiques de soutien pour le développement de l'ESS
- Se doter d'organes internes spécialement consacrés à l'ESS
- Créer une Organisation Pluri-Partenariale des Echanges Equitables

Union européenne

L'ESS concrétise les valeurs de l'UE, définies dans l'article 2 du Traité. C'est un engagement qui nécessite aujourd'hui plus que jamais d'être renforcé :

- Persévérer et ne pas revenir sur les engagements pris dans le cadre du Plan d'action pour l'économie sociale et de la recommandation du Conseil du 27 novembre 2023
- Promouvoir l'économie sociale au niveau in-

terne, mais aussi dans les relations avec les pays non membres, en accordant une attention particulière aux régions avec lesquelles des accords d'association et/ou de commerce ont été conclus

- Inscrire l'économie sociale parmi les priorités de chacune de ses politiques et de chacun de ses programmes, quels que soient leurs objectifs généraux et leur dimension territoriale
- Conserver une place importante pour la promotion de l'économie sociale dans le cadre financier pluriannuel
- Maintenir l'économie sociale au cœur des politiques de cohésion sociale, économique et territoriale
- Élaborer un cadre juridique et fiscal spécifique – et non exceptionnel – pour l'économie sociale

États

- Adopter des lois qui reconnaissent, valorisent et favorisent le développement de l'ESS sur les territoires
- Créer et investir des lieux de coconstruction avec l'ESS de politiques et programmes adaptés aux enjeux de société auxquels l'ESS apporte une contribution distincte et structurante
- Soutenir le financement de l'ESS en augmentant sa part dans les politiques publiques nationales et internationales
- S'assurer que les outils de financement de l'ESS soient ancrés dans ses valeurs
- S'assurer de l'accès équitable des entreprises de l'ESS aux mesures et programmes qui soutiennent le développement économique et les entreprises, incluant ceux pour l'achat public
- Veiller à ce que les politiques publiques sectorielles (emploi, santé, logement, éducation, etc.) ou plus transversales (économie verte, économie circulaire, silver économie, etc.) reconnaissent le rôle de l'ESS et de ses acteurs pour leur mise en œuvre
- Reconnaître le rôle moteur de l'ESS pour l'innovation sociale au service du progrès social
- Mettre en œuvre une garantie d'emploi verte pour contribuer à la transition écologique en créant des emplois décents dans l'ESS

- Soutenir le dialogue international en matière d'ESS, notamment en appuyant le maintien de ressources et expertises à cet effet dans les instances internationales
- S'appuyer sur les universités pour développer l'éducation, la formation et la recherche sur l'ESS, en ayant une attention particulière à la construction et à l'accès aux données
- Développer des programmes concertés et budgétés entre les Etats et les gouvernements locaux pour soutenir le développement de l'ESS

Gouvernements locaux

- Reconnaitre et soutenir les lieux de co-gouvernance de l'ESS comme condition et partenaires pour le renforcement de l'ESS sur les territoires
- Reconnaître et soutenir la prise en charge citoyenne d'actions structurantes en faveur du bien commun à travers l'ESS
- Développer les initiatives locales en faveur du commerce équitable
- Reconnaître et soutenir le développement de l'ESS comme un outil essentiel à une démocratie participative
- Renforcer les partenariats entre les villes et l'ESS pour accompagner les migrations
- Mettre en œuvre des stratégies écosystémiques reposant sur les dynamiques territoriales de l'ESS